



UNION DEPARTEMENTALE C.G.T. DE LA SARTHE

4, RUE D'ARCOLE – 72000 LE MANS
TEL. 02.43.14.19.19. – FAX. 02.43.14.19.00
e-mail : ud-cgt72@wanadoo.fr
Site Internet : ud72.reference-syndicale.fr



Le Mans, 10 août 2020

Crise sanitaire, crise économique et sociale, ce n'est pas à nous de payer l'addition !

Pour gagner une société juste, durable et solidaire, toutes et tous en grève le 17 septembre !!!

Dans la logique de la casse du service public de la santé entreprise par les gouvernements successifs, le manque criant de matériels de protection et de soins a exposé la population au danger. La crise sanitaire que nous traversons a mis en lumière les activités et métiers indispensables à la vie quotidienne de la population.

De quelle société avons-nous besoin ?

Tandis que le patronat et les actionnaires persistent à vouloir nous cadenasser dans le système d'exploitation capitaliste, l'heure est venue aujourd'hui de nous affranchir de l'organisation de la mise en concurrence des salarié-e-s dictée par les règles du marché issues du vieux monde.

Dans cette période de crise sanitaire, comme les salarié.e.s du secteur privé, dans un contexte de sous-effectif chronique colossal, l'ensemble des agents des services publics, ont été à pied d'œuvre et ont pris des risques pour protéger la population. Pour autant, la reconnaissance de l'Etat n'est pas au rendez-vous : **Maintien du gel du point d'indice, pas de développement massif des services publics**

pour répondre aux besoins de la population, pas de plans écologiques ambitieux, pas de renforcement de notre protection sociale, pas de lignes politiques fortes en direction de la jeunesse, pas de mesures de progrès social en droit du travail et en garanties collectives,...

Parce qu'accumulé, hypocritement, le ministre de l'économie a demandé aux entreprises de la modération dans **le versement des dividendes** :

Sans loi contraignante, l'effet est sans appel : SANOFI a distribué sans vergogne plus de 4 milliards d'euros de dividendes et se permet dans le même temps de programmer un plan de 1700 destructions d'emplois dont 1000 en France.

De l'argent, il y en a pour répondre aux besoins de la population : **ce qui coûte, c'est le CAPITAL !!**

- 60 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires en 2019 par les entreprises du CAC 40
- 90 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales et cadeaux fiscaux en tout genre sont versés tous les ans aux entreprises.

A cela s'ajoute les nombreux **plans d'« aides » aux entreprises** qui se chiffrent en milliards d'euros (**Renault, Air France, Airbus, SNCF,...**) sans exiger d'elles la moindre contrepartie en matière de maintien d'emploi. Au contraire, le chantage à l'emploi se généralise avec les **accords de « compétitivité »** sous l'œil bienveillant du gouvernement.

Le nouveau 1^{er} ministre Castex annonce un changement de méthode mais dit aussi « maintenir le cap ». C'est ainsi qu'il maintient **la réforme des retraites « universelle » à points** synonyme de baisse généralisée des pensions et allongement de la durée de cotisations alors que près de 700000 jeunes vont entrer dans la vie active cette année.

Il enfonce le clou en maintenant également la loi régressive de **l'assurance chômage** qui durcit drastiquement les conditions d'attribution des allocations. Ce projet de loi abject vise à culpabiliser les victimes du système capitaliste et les oblige à prendre un emploi, le plus souvent moins bien rémunéré et en inadéquation avec leurs formations et expériences. En tout état de cause, si cette loi était appliquée, elle aurait pour conséquence immédiate de plonger des dizaines de milliers de foyers dans la misère.

Cadeaux pour les patrons d'un côté, efforts supplémentaires demandés aux salarié·e·s, retraité·e·s et privé·e·s d'emploi, **ça suffit !!!**

D'autres choix sont possibles pour l'emploi, les salaires, les services publics et la protection sociale :

Semaine à 32 h qui permettrait de maintenir l'emploi et d'en créer (la convention citoyenne demande le passage à 28 heures)

Smic à 1800 euros qui permettrait la revalorisation générale des salaires

Dégel du point d'indice dans la fonction publique bloqué depuis **10 ans** maintenant.

Revalorisation des pensions de retraite à hauteur du SMIC (**1800 euros brut**) pour toutes et tous

Vous pouvez compter sur la CGT, mais la CGT a besoin de vous pour gagner !!

Renforcement de notre Sécurité Sociale et de notre système de retraite solidaire par :

La suppression des exonérations de cotisations patronales qui rapporterait **30 milliards** d'euros de recette à la Sécurité Sociale.

La mise en place de l'égalité salariale femmes/hommes qui rapporterait **5,5 milliards** d'euros aux caisses de retraite.

Faire cotiser les revenus financiers des entreprises, ce serait **20 milliards** d'euros de ressources supplémentaires.

Augmenter de 3,5% les salaires, cela dégagerait **6,5 milliards** d'euros de cotisations supplémentaires.

Maintenir les cotisations sur les salaires supérieurs à 3 fois le plafond de la sécurité sociale garantirait une recette de **3,7 milliards** d'euros par an.

Dans l'unité syndicale, gagnons la mobilisation la plus large possible : Pour une politique publique d'investissement, pour l'emploi, pour les salaires et la diminution du temps de travail, pour garantir un haut niveau de protection sociale, pour nos retraites, pour des Services Publics renforcés et vivre dans un environnement protégé.

Agissons dans l'action nationale de grève et de manifestation interprofessionnelle le 17 septembre prochain !!!